



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 13 au 17 mai 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

32,9%

taux de chômage en Afrique
du Sud au premier trimestre
2024 - StatsSA

Zoom sur la signature de la National Health Insurance (NHI) Bill par le Président Ramaphosa (Business Tech)

Le président sud-africain Ramaphosa a signé le 15 mai 2024 le projet de loi controversé sur l'assurance maladie nationale (NHI), quelques jours avant les élections générales du 29 mai 2024.

L'objectif du projet de loi est, pour l'Etat, d'établir et de maintenir un fonds national d'assurance maladie qui servira d'« acheteur unique et de payeur unique » des services de soins de santé fournis à la population, se substituant à l'offre existante. L'Afrique du Sud est caractérisée par un niveau d'inégalité le plus élevé au monde (indice de Gini de 0,63), qui s'exprime notamment dans le domaine de la santé avec un système privé performant et coûteux qui bénéficie à une minorité de la population, et un système public gratuit mais sous-financé, mal géré, sur-chargé et offrant de mauvais services.

De nombreux recours juridiques contre le projet de loi sont en cours de préparation, parmi lesquels celui du syndicat à majorité Afrikaner *Solidarity*, le parti politique d'opposition la *Democratic Alliance*, le *Health Funders Association*, la *South African Medical Association*, le *Board of Healthcare Funders* et le *South African Health Professionals Collaboration*. En effet, le secteur privé des soins de santé (médecins, hôpitaux, assurances, laboratoires...) et les 15% de la population bénéficiant de ce système privé s'opposent à une réforme qu'ils jugent irréaliste financièrement et susceptible d'entraîner une baisse de qualité des prestations de santé.

L'implémentation de la NHI et son calendrier exact, devant selon le texte de loi s'étaler de 2023 à 2028, restent incertains au vu de l'absence de précisions techniques dans le texte, des nombreux recours juridiques, des élections nationales qui pourraient rebattre le paysage politique, et de la complexité de la mise en place du fonds national d'assurance-maladie (INSA).

Sommaire :

Afrique australe

- L'ONU veut mobiliser près de 660 M USD face aux besoins humanitaires en Zambie et au Zimbabwe (*Agence Ecofin*)
- L'inflation accélère dans plusieurs pays d'Afrique australe (*INE, StatsBots, Namstats, INE*)

Afrique du Sud

- Le taux de chômage progresse à nouveau au premier trimestre 2024 et atteint près de 33% (*StatsSA*)
- Rejet par Anglo-American de la seconde offre de rachat de 39,3 Mds EUR par BHP (*DailyMaverick*)
- Avenir incertain pour le géant du secteur du diamant De Beers dans le contexte de la restructuration de son propriétaire Anglo-American (*MoneyWeb*)
- La production minière recule de 5,8% au mois de mars (*StatsSA*)
- Airlink et Global Airways se plaignent auprès des autorités du supposé actionnariat étranger majoritaire de leur concurrent FlySafair (*DailyMaverick*)
- Le groupe ABSA ouvre un bureau de représentation en Chine (*ABSA*)
- Shell se prépare à vendre ses activités de raffinerie et distribution en Afrique du Sud (*BusinessLive*)
- Envoi d'un navire d'Orange Marine pour réparer les câbles sous-marins Eastern Africa Submarine System (EASSy) and Seacom (*MyBroadband*)

Angola

- L'Angola et les USA signent 3 accords de financement d'infrastructures d'un montant total de 1,3 Md USD (*Ministère des finances*)
- L'Angola glisse de la 3^{ème} à la 5^{ème} place parmi les économies d'Afrique subsaharienne (*FMI*)

Mozambique

- Mission collective à Maputo d'une quinzaine d'entreprises françaises organisée par EVOLEN (*EVOLEN*)

Malawi

- La Banque africaine de développement accorde un soutien budgétaire de 22,7 MUSD (*BAfD*)
- L'Ukraine souhaite participer à la sécurité alimentaire du Malawi et du continent africain (*President of Ukraine*)

Namibie

- Le trafic global des ports de Namibie a atteint 8 millions de tonnes sur l'exercice 2023/2024 (*Agence Ecofin*)

Zambie

- Le FMI conclut sa visite en Zambie (*FMI*)
- La Banque centrale augmente son taux directeur de 1 point à 13,5% (*Bank of Zambia*)

Afrique australe

L'ONU veut mobiliser près de 660 M USD face aux besoins humanitaires en Zambie et au Zimbabwe (Agence Ecofin)

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (UNOCHA) a lancé les 7 et 9 mai derniers, deux appels internationaux pour mobiliser respectivement 228 M USD et 430 M USD en faveur de la Zambie et du Zimbabwe. Cette somme totale doit permettre de financer l'aide alimentaire aux populations de ces deux pays fortement touchés par une sécheresse historique liée au phénomène climatique El Nino. Aussi bien en Zambie qu'au Zimbabwe, les autorités ont déclaré l'état de catastrophe naturelle et s'attendent à d'importantes baisses de leurs récoltes de maïs, principale denrée de base. Selon l'UNOCHA, 7,6 millions de personnes nécessitent une assistance humanitaire au Zimbabwe et 4,6 millions de personnes en Zambie.

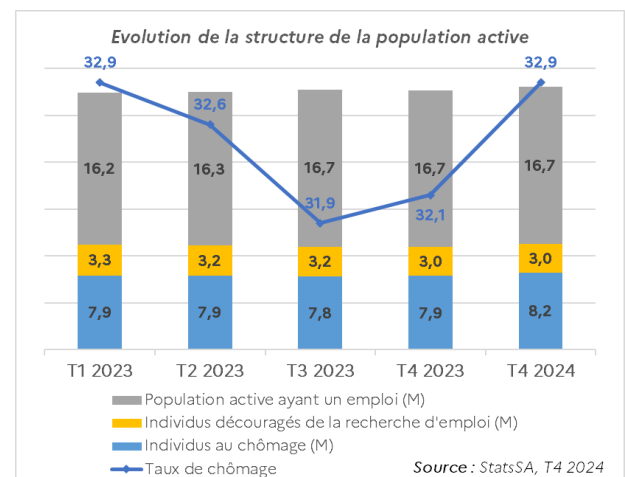
L'inflation accélère dans plusieurs pays d'Afrique australe (INE, StatsBots, Namstats, INE)

Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (INE – Angola, StatsBots – Botswana, Namstats – Namibie, INE – Mozambique) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois d'avril, reflétant globalement une légère progression de la hausse des prix dans la sous-région. En Angola, l'inflation en glissement annuel progresse pour le douzième mois consécutif et s'établit à 28,2%, soit un point haut depuis sept ans – après 26% le mois précédent. Elle est particulièrement élevée dans la province de Luanda (+38,9 %). Pour rappel, l'inflation angolaise avait atteint 20 % en 2023 et 13,8% en 2022. Au Botswana, l'indicateur progresse à 3,1%, contre 2,9% au mois précédent, porté par les transports (+2,7%, soit une contribution positive de 0,7 point) et les produits alimentaires (+4,2%, soit +0,6 point). Les pressions inflationnistes se renforcent également en Namibie, pour atteindre 4,8% en avril après 4,5% en mars avec l'accélération des prix à la consommation de neuf catégories sur douze. Le poste des produits alimentaires reste le principal contributeur à la hausse

des prix (+5%, soit une contribution positive de 1 point) après l'alcool et tabac (+7,9%, soit +1 point) et les « transports » (+6%, soit une contribution de 0,9 point) porté par la hausse des prix du des carburants - essence (+7,3% à 22,3 NAD/litre) et diesel (+3,4% à 21,77 NAD/l). Au Mozambique, l'inflation atteint 3,3%, après 3% au mois de mars. L'indicateur est principalement porté par la hausse des prix des denrées alimentaires (+5,3%, soit +0,9 points à l'indicateur), dans un contexte de difficultés du secteur agricole (impact de la sécheresse liée au phénomène climatique El Nino).

Afrique du Sud

Le taux de chômage progresse à nouveau au premier trimestre 2024 et atteint près de 33% (StatsSA)



Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), le taux de chômage a atteint 32,9% de la population active au quatrième trimestre 2023, contre 32,1% au trimestre précédent. L'indicateur progresse donc pour le second trimestre consécutif confirmant la rupture avec la tendance de décline observée entre le point haut enregistré au quatrième trimestre 2021 (35,3%) et le troisième trimestre 2023 (31,9%). Sur la période, la population active a augmenté de 352 000 individus par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 25 M. En parallèle, l'économie n'a créé « que » 22 000 emplois, un niveau donc nettement insuffisant pour absorber l'arrivée des nouveaux entrants sur le marché de travail (soit +330 000 chômeurs au total). A noter que la période est notamment marquée par la fin de l'année universitaire et l'arrivée d'une génération de nouveaux diplômés en recherche d'emploi. On a par ailleurs observé des

évolutions contraires en fonction des secteurs. D'une part, certains secteurs ont été particulièrement dynamiques sur le plan de l'embauche, notamment le commerce (+109 000 emplois) et le secteur manufacturier (+99 000). A l'inverse, les services sociaux et communautaires, ainsi que le BTP ont détruit des postes de travail (-122 000 et -106 000). A noter que le taux de chômage élargi, qui intègre les individus découragés par la recherche d'emploi, progresse à 41,9%.

Rejet par Anglo-American de la seconde offre de rachat de 39,3 Mds EUR par BHP (DailyMaverick)

Le 13 mai, le conseil d'administration du géant minier *Anglo American* (AA) a publié un communiqué indiquant avoir rejeté une seconde offre de la part de son concurrent *BHP Billiton*. Celle-ci avait été rehaussée par rapport à la première » (778 Mds ZAR -39,3 Mds EUR- contre 741 Mds ZAR- 37,4 Mds EUR) et prévoyait un transfert de 16,6% d'actions BHP (contre 14,8% initialement) au bénéfice des actionnaires d'AA. Le conseil d'administration du groupe, après consultations de ses actionnaires, a considéré cette offre comme « sous-évaluée » et « non-attractive », regrettant notamment que celle-ci n'inclue pas les filiales sud-africaines *Kumba Iron Ore* (minerais de fer) et *Amplats* (métaux du groupe platinoïdes-PGM). Dès le lendemain, AA a contre-attaqué en dévoilant un plan de restructuration de ses activités. Celui-ci consiste à se séparer de ses filiales De Beers (détenue à 85%), leader mondial du secteur des diamants, *Amplats*, numéro un des PGM, et de ses actifs dans le charbon sidérurgique et le nickel. L'investissement prévu à Woodsmith (Royaume-Uni) dans une mine de potasse devrait également être réduit de 1 Md GBP (1,2 Md EUR) à 200 M GBP (233 M EUR). A l'inverse, AA devrait se concentrer sur le renforcement de sa position dans les secteurs du cuivre (Chili et Pérou) et du fer (Afrique du Sud et Brésil). Selon AA, cette nouvelle stratégie était en préparation depuis plusieurs mois mais l'entreprise ne prévoyait pas de la divulguer avant les élections générales en Afrique du Sud (29 mai). La tentative de rachat de BHP Billiton aurait donc précipité cette réaction, dont l'objectif est de « débloquer de la valeur » pour les actionnaires d'AA, et éventuellement

d'attirer de nouvelles offres d'investisseurs sur le périmètre nouvellement défini. Selon Reuters, Glencore aurait récemment approché AA en ce sens.

Avenir incertain pour le géant du secteur du diamant De Beers dans le contexte de la restructuration de son propriétaire Anglo-American (MoneyWeb)

Dans le contexte de la restructuration annoncé d'*Anglo American* (voir supra), l'avenir de la filiale (à 85%) *De Beers* est particulièrement sensible. Selon le Wall Street Journal, un consortium composé de maisons de luxe et de fonds d'investissements du Moyen-Orient pourrait être intéressé pour racheter l'entreprise. Néanmoins, la valorisation de la filiale De Beers reste incertaine, entre 600 M USD et 4 Mds (estimations des analystes) et jusqu'à 7,6 Mds USD (estimation AA). Le secteur diamantaire fait en effet face à de nombreuses incertitudes, liées notamment à la montée en puissance des diamants synthétiques, une baisse tendancielle de la demande mondiale et une incertitude sur l'impact des mesures de traçabilité mises en place par le G7 pour exclure les diamants russes. Duncan Wanblad, PDG d'AA, a cependant indiqué que son groupe n'était pas pressé de céder ses actifs dans une période de creux du secteur. Au premier trimestre 2024, la production mondiale de De Beers était en baisse de 23% en glissement annuel (à 6,9 M de carats). Le groupe prévoit d'abaisser son niveau de production pour écouler ses inventaires en réponse à la baisse de la demande. En tant qu'acteur monopolistique sur l'extraction et la vente de diamants depuis l'Afrique australe, De Beers est actuellement en mesure d'ajuster son offre en fonction de l'évolution de la demande, concentrée autour d'un réseau quasi-exclusif de 65 acheteurs principaux. Selon Al Cook, PDG de De Beers, cette vente permettrait au groupe d'être « plus flexible » mais certains analystes craignent que de nouveaux actionnaires adoptent une stratégie plus offensive, en augmentant la production à court terme, quitte à faire baisser fortement les cours mondiaux. L'importance de De Beers est cardinale au Botswana, où l'extraction de diamants représente directement environ 20% du PIB, et 90% des exportations. La production

de De Beers est concentrée au Botswana (5 M carats), et plus marginalement au Canada (645 000 ct), en Namibie (633 000 ct) et en Afrique du Sud (598 000 ct) via la mine de Venetia (Limpopo).

La production minière recule de 5,8% au mois de mars (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production minière a reculé de 5,8% au mois de mars par rapport à la même période de l'année précédente, contre une progression de 10,3% en février. Si la contraction est légèrement plus marquée qu'attendue, cette mauvaise performance n'est pas surprenante dans un contexte de faiblesse de la demande mondiale, de l'effondrement des prix des matières premières et des contraintes domestiques structurelles persistantes. Cette évolution s'explique notamment par les mauvaises performances de l'extraction de charbon (-9,1%, soit une contribution négative de 2,3 points à la croissance totale), du minerai de manganèse (-12,2%, soit -1 point), du minerai de fer (-6,8%, soit -0,9 point) et des métaux du groupe platine (-3,6%, soit 0,9 point).

Airlink et Global Airways se plaignent auprès des autorités du supposé actionnariat étranger majoritaire de leur concurrent FlySafair (DailyMaverick)

La compagnie aérienne sud-africaine Airlink et Global Airways (qui co-détient la compagnie aérienne Lift) se sont adressées au *International Air Services Council and the Air Services Licensing Council* afin qu'ils enquêtent sur la structure actionnariale de FlySafair et déterminent si cette dernière est conforme à la législation sud-africaine. En effet, la loi sur les licences de services aériens (*Air Services Licensing Act*) exige que les détenteurs de licences pour opérer des lignes internes en Afrique du Sud aient un actionnariat local d'au moins 75 %. Selon ses concurrents, FlySafair ne respecterait pas cette exigence car seulement 25,14% des actions seraient détenues localement par B4i Safair tandis que les 25% de Safair Holding et les 49,86% détenus par le Safair Investment Trust seraient détenus à l'étranger. FlySafair conteste le fait que les 49,86% détenus par le Safair Investment

Trust seraient liés à des intérêts étrangers. FlySafair, qui a connu une forte croissance sur les dernières années, n'en est pas à son premier litige juridique sur son actionnariat. En 2013, ASL Aviation Holdings, son propriétaire irlandais, avait dû créer le Safair Investment Trust pour respecter la législation sur l'actionnariat local. Or, ASL aurait absorbé en 2019 cette entité.

Le groupe ABSA ouvre un bureau de représentation en Chine (ABSA)

Le 8 mai, le groupe bancaire ABSA a officiellement ouvert un bureau à Pékin, suivant une annonce de janvier dernier – pour rappel ABSA est une des cinq banques systémiques sud-africaines (troisième en taille de bilan sur le marché - 1,5 Mds ZAR et 8,9 M de clients). Le bureau ne dispose pas d'une licence bancaire pour opérer en Chine, mais ambitionne d'assister les clients locaux dans leurs transactions avec le continent africain. Fort de son expertise, le groupe fournit un service de conseil et veut faciliter les échanges sino-africains. Cette ouverture fait partie de la stratégie internationale du groupe, qui veut étendre ses opérations via des bureaux de représentants sur certains marchés stratégiques.

Shell se prépare à vendre ses activités de raffinerie et distribution en Afrique du Sud (BusinessLive)

Le géant pétrolier néerlandais-britannique Shell se prépare à vendre ses activités de raffinerie et distribution en Afrique du Sud. Le groupe a annoncé être ouvert à recevoir des offres d'ici juin dans l'objectif de céder d'ici décembre sa participation de 72 % dans Shell Downstream South Africa (SDSA). Les 28% restants sont détenus par le Thebe Investment Corp, un fonds historiquement lié au financement de l'ANC, le parti au pouvoir. Les négociations entre les deux parties sur la valorisation des actifs sont notoirement difficiles. Shell a confirmé avoir été approché par différentes parties intéressées tout en ne donnant pas plus de détails. Cette décision est officiellement motivée par la restructuration globale du groupe, qui cherche à se développer dans le domaine des énergies renouvelables et à réduire l'impact climatique de ses activités. En outre, la réglementation des prix du carburant par le Central Energy Fund (CEF)

fait également l'objet de critiques régulières de la part des acteurs du secteur. A noter également que la raffinerie Sapref, opérée conjointement par Shell et BP, ne fonctionne plus depuis 2022. En décembre dernier, *TotalEnergies* avait de façon similaire cédé sa participation minoritaire (36,36%) dans la raffinerie Natref contrôlée par Sasol.

Envoi d'un navire d'Orange Marine pour réparer les câbles sous-marins Eastern Africa Submarine System (EASSy) and Seacom (MyBroadband)

Le navire Léon Thévenin d'Orange Marine a quitté le port du Cap mardi 14 mai 2024 et fait route vers la zone au large de l'Afrique de l'Est où les câbles sous-marins *Eastern Africa Submarine System (EASSy) and Seacom* ont été endommagés. Les perturbations du EASSy affectent des millions d'utilisateurs, notamment en Tanzanie, au Mozambique, au Malawi, au Burundi, au Rwanda, à Madagascar, aux Comores, en Ouganda, en Somalie et au Kenya. L'Afrique du Sud est aussi touchée via le ralentissement de Seacom. C'est la deuxième fois cette année que le trafic internet connaît des perturbations en Afrique puisque que le Léon Thévenin avait déjà été envoyé en mars réparer les câbles West Africa Cable System (WACS- Alcatel Submarine Networks (ASN)), Africa Coast to Europe (ACE- ASN), MainOne (Subcom), et SAT-3 cables (ASN).

Angola

L'Angola et les USA signent 3 accords de financement d'infrastructures d'un montant total de 1,3 Md USD (Ministère des finances)

A l'occasion de la visite du président angolais aux Etats-Unis et des 16^{èmes} rencontres d'affaires Etats-Unis - Afrique ont été signés à Dallas des financements américains pour 3 grands projets d'infrastructures en Angola. Le premier accord concerne un financement de 872 MUSD pour un projet de construction d'une centrale d'énergie solaire d'une capacité de 500 mégawatts, probablement au bénéfice de l'entreprise américaine Sun Africa. Le second accord concerne un

financement de 428 M USD destiné à la construction et à l'installation de 186 ponts métalliques sur le réseau routier angolais. Le troisième accord concerne un financement de 45,2 MUSD pour l'installation d'équipements de radiocommunication (émetteurs, antennes tours etc).

L'Angola glisse de la 3^{ème} à la 5^{ème} place parmi les économies d'Afrique subsaharienne (FMI)

Les perspectives de l'économie mondiale du FMI estiment le produit intérieur brut de l'Angola à 92 Mds USD en 2024 (soit -25 % en deux ans en dollars courants), derrière l'Afrique du Sud à 373 Mds USD, le Nigéria à 353 Mds USD, l'Ethiopie à 205 Mds USD et enfin le Kenya à 104 Mds USD. L'économie angolaise devrait passer en 2027 à la septième place en Afrique subsaharienne (dixième du continent). L'économie angolaise, qui s'était redressée en 2021 et 2022 après cinq années de récession, a été frappée en 2023 par une série de chocs : la chute des prix du pétrole entamée à la mi-2022 et de la production au cours du 1er semestre 2023 (pour maintenance) a entraîné un affaiblissement des positions budgétaires et des revenus extérieurs. De plus, la fin des moratoires sur la dette a entraîné une augmentation du service de la dette extérieure, une réduction de l'offre de devises au marché et des pressions à la dépréciation du taux de change. Les problèmes de communication sur les conditions du marché des changes ont exacerbé la dépréciation du kwanza face au dollar (-37 % entre la mi-mai et la fin juin 2023).

Mozambique

Mission collective à Maputo d'une quinzaine d'entreprises françaises organisée par EVOLEN (EVOLEN)

L'Association française des entreprises et professionnels au service des Energies, EVOLEN, a accompagné à Maputo quinze sociétés françaises du secteur de l'énergie pour participer à la XIX Conférence Annuelle du Secteur Privé (CASP), principal forum de dialogue public-privé du Mozambique. La délégation a effectué à deux jours de rendez-vous ayant permis de rencontrer un éventail varié d'acteurs, en rapport notamment avec les grands projets

d'investissement portés dans ce pays par les grands groupes énergétiques français – le projet de barrage hydroélectrique de 1,5 GW Mphanda Nkuwa et le projet d'exploitation et liquéfaction de gaz naturel Mozambique LNG, développés par des *consortia* respectivement emmenés par EDF et par Total Energies. Puis elle ensuite participé et animé un des 4 ateliers bilatéraux du CASP dédié aux principaux partenaires économiques du Mozambique – les 3 autres ateliers étant montés avec le Portugal, le Brésil et l'UE -. Montée par EVOLEN avec le concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Mozambicaine (CCIFM), du Comité Mozambique des CCEF et de l'ambassade de France au Mozambique, cette opération s'inscrivait dans le cadre d'accord de coopération signé en octobre dernier à Paris entre EVOLEN et la Confédération des Associations Economique (CTA), qui est le pendant local du MEDEF. La délégation d'entreprises françaises était composée des sociétés suivantes: Ponticelli, SPIE, Teledyne, Ecolog, Schneider Electric, Parlym, CIS, Red Offshore, Ekium, , Sagemcom, Inter360°, Actenium Vinci Energies, Smart-Catering, Hold-Invest et le Grand Port Maritime de la Réunion, ces deux dernières entités provenant du territoire ultra-marin de La Réunion.

Malawi

La Banque africaine de développement accorde un soutien budgétaire de 22,7 MUSD (BAfD)

Le 15 mai, le bureau des directeurs de la Banque africaine de développement a approuvé un don de 22,7 MUSD (40M MWK). Ce soutien budgétaire doit permettre la mise en place du *Programme de productivité agricole et de commercialisation*. Coordonné par le Ministère de l'économie et le Ministère de l'agriculture, le programme a pour vocation de réformer le secteur agricole, de renforcer sa résilience face au changement climatique et d'améliorer l'efficacité et la transparence des dépenses publiques dédiées. Alors que le gouvernement subventionne l'agriculture *via* le *Programme pour les engrais abordables*, ce soutien est jugé peu efficace et très coûteux pour le budget de l'état par le FMI qui

recommande d'y mettre un terme. Cette aide à la réforme intervient dans un contexte économique critique pour le pays – cadre macroéconomique instable (forte inflation et pénurie de devises), auquel s'ajoute l'impact de la sécheresse sur les récoltes (liée notamment au phénomène climatique El Nino).

L'Ukraine souhaite participer à la sécurité alimentaire du Malawi et du continent africain (President of Ukraine)

Le président ukrainien Zelensky s'est entretenu au téléphone le 15 mai 2024 avec le président malawite Lazarus Chakwera. M. Zelensky a exprimé sa volonté de voir l'Ukraine devenir un garant de la sécurité alimentaire pour le Malawi et d'autres pays africains. Le Malawi souffre actuellement d'une sécheresse historique liée au phénomène climatique El Nino et s'attend à d'importantes baisses de sa récolte agricole. Plus globalement, le continent africain dépend fortement des importations de blé ukrainien et a fortement souffert de la perturbation de ses dernières à la suite de l'invasion russe de 2022.

Namibie

Le trafic global des ports de Namibie a atteint 8 millions de tonnes sur l'exercice 2023/2024 (Agence Ecofin)

Au cours de l'exercice 2023/2024 clôturé le 31 mars dernier, les ports namubiens ont enregistré 8 millions de tonnes de marchandises contre 7,7 millions de tonnes l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 4%. La croissance a été portée par les exportations, notamment de sel, concentré de cuivre, zinc et plomb, poisson congelé, minerai de manganèse et marbre. Les importations ont aussi pesé dans la hausse des chiffres. Les ports namubiens bénéficient notamment de l'engorgement des ports sud-africains, principaux ports de la région, qui poussent de nombreux bateaux à chercher des alternatives comme le port de Walvis Bay, principal port namibien, ou ceux de Maputo et Beira, au Mozambique.

Zambie

Le FMI conclut sa visite en Zambie (FMI)

A l'issue d'une mission d'analyse économique, menée du 24 avril au 7 mai, le Fonds Monétaire international (FMI) a publié, dans un communiqué, ses premières conclusions. Cette visite, s'inscrit dans le cadre de la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) approuvée en août 2022 pour un montant total de 1,3 Mds USD sur 38 mois. L'institution a notamment significativement revu à la baisse ses prévisions de croissance à 2,3% pour l'année 2024, contre 4,7% estimé dans le *World Economic Outlook*, publié au mois d'avril. Cette forte révision s'explique notamment par la sécheresse inédite qui frappe actuellement le pays (impact du phénomène climatique El Nino), avec des répercussions majeures sur le secteur agricole et l'approvisionnement en électricité (alors que le mix énergétique repose en quasi-exclusivité sur des capacités hydroélectriques). La mission a par ailleurs salué les progrès réalisés par les autorités dans le cadre du programme, notamment sur le plan de la consolidation fiscale, malgré le contexte de baisse des revenus miniers. Le Fonds invite ainsi les autorités zambiennes à poursuivre leurs efforts de renforcement de l'administration fiscale et de suppression des exonérations fiscales. A noter que le 13 mai, la directrice du FMI, Mme Kristalina Georgieva a salué le programme ambitieux de réformes du pays et l'accord trouvé fin mars entre le gouvernement et le Comité des créanciers obligataires, nouvelle étape clé vers la finalisation du processus de restructuration de la dette. Cependant, les équipes du Fonds n'ont pas à ce stade trouvé d'accord de principe avec les autorités zambiennes pour la conclusion de la troisième revue, et les discussions se poursuivent.

La Banque centrale augmente son taux directeur de 1 point à 13,5% (Bank of Zambia)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (Bank of Zambia - BoZ) a rehaussé son taux directeur de 1 point à 13,5% lors de sa réunion du 15 mai. Il s'agit de la sixième hausse de taux depuis le début de l'année 2023 (+5 points au total),

dont la dernière est intervenue lors du précédent comité de politique monétaire au mois de février (+1,5 point). L'institution justifie sa décision par l'accélération quasi-continue des pressions inflationnistes depuis plus d'un an, malgré le durcissement de sa politique monétaire – pour rappel, l'indicateur a atteint 13,8% au mois d'avril, un niveau nettement supérieur à la fourchette cible de la BoZ (6 à 8%). La Banque centrale prévoit ainsi une inflation moyenne de 13,7% pour l'année 2024. Cette évolution résulte notamment d'un phénomène d'inflation importée, alors que la devise locale s'est significativement déprécié face à l'USD -27,3% sur un an, pour atteindre la parité de 25,8 pour 1 USD le 16 mai). Les risques portant sur une nouvelle accélération de la hausse des prix demeurent par ailleurs significatifs, alors que le pays est frappé par une sécheresse inédite (cf supra). Dans ce contexte, la Zambie va être contrainte d'importer certaines denrées alimentaires de première nécessité (maïs), renforçant la pression sur leurs prix. Le prochain comité de politique monétaire se réunira les 12 et 13 août prochains.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	16/05/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,2 ZAR	1,6%	3,8%	6,3%	0,3%
Angola	835,4 AOA	-0,1%	-0,6%	-35,8%	-0,8%
Botswana	13,4 BWP	0,6%	1,4%	0,2%	-0,9%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	25,8 ZMW	5,5%	-3,2%	-27,3%	0,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

	Fitch		Moody's		S&P	
	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement
Afrique du Sud	BB- stable (-3)	Jan 2024	Ba2 stable (-2)	Avr 2022	BB- stable (-3)	March 2023
Angola	B- stable (-6)	Dec 2023	B3 positive (-6)	Oct 2022	B- stable (-6)	Fev 2022
Botswana	BBB+ stable (+2)	Mar 2024	A3 stable (+4)	Avr 2021	BBB+ stable (+3)	Sept 2021
Eswatini	nd	nd	B3 positive (-6)	Dec 2023	nd	nd
Lesotho	B stable (-5)	juil-23	nd	nd	nd	nd
Malawi	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mozambique	CCC+ n/a (-7)	Fev 2024	Caa2 stable (-8)	Sept 2023	CCC+ stable (-7)	Nov 2019
Namibie	BB- stable (-2)	Jun 2022	B1 positive (-4)	Avr 2024	nd	nd
Zambie	RD n/a (-10)	Dec 2024	Ca (-10)	Avr 2020	SD n/a (-12)	Oct 2020
Zimbabwe	nd	nd	nd	nd	nd	nd

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr